

La fin des paysans : mythe ou réalité ?

Estelle Deléage

Chercheur au Laboratoire d'analyse socio-anthropologique du risque (Université de Caen)
Visiting Fellow à l'International Institute for Environment and Development (Londres)

Depuis près de cinquante ans, le discours politique dominant et les théories associées ont encouragé et justifié l'élimination des paysans dans les pays industrialisés. Ce processus est indissociable de la mise en œuvre d'un modèle de développement qui considère les paysans comme des éléments extérieurs à la modernité et donc comme des « résidus » de l'Histoire, condamnés à disparaître.

Or il existe d'autres modes de développement et donc d'autres choix possibles pour l'agriculture. La disparition des paysans n'est donc pas inévitable. Cette idée relève d'une certaine vision du futur et d'orientations politiques liées à des modèles théoriques qu'il est possible de remettre en cause.

L'objectif de cette communication est de montrer qu'en dépassant les analyses dominantes du monde paysan, il est possible de faire apparaître la rationalité de tout un pan de la paysannerie contemporaine. Cette dernière met en œuvre une agriculture porteuse d'un souci éthique profond pour les générations futures. Ce souci de la mise en œuvre d'une relation pérenne entre les sociétés et la nature participe finalement à l'invention d'une nouvelle culture pour l'humanité entière.

1) L'agriculture entre Tradition et Modernité

1.1) Du paysan traditionnel à l'agriculteur moderne

La perception de l'agriculture est directement liée à l'histoire des théories économiques et sociologiques de la paysannerie et des politiques agricoles qui les ont accompagnées.

En France par exemple, après la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de dépendance alimentaire, la modernisation de l'agriculture devait s'accomplir sans détour. A la même époque, dans d'autres pays situés à l'intérieur de l'espace européen comme l'Angleterre, elle était déjà très avancée, la révolution industrielle ayant débuté près d'un siècle plus tôt qu'en France. Il s'agissait dans tous les cas et en particulier en France, de faire définitivement sortir le paysan d'une société traditionnelle en utilisant le progrès technique comme outil d'émancipation humaine (Alphandéry, Bitoun, Dupont, 1989).

Ces choix politiques de modernisation de l'agriculture ont été légitimés par la plupart des penseurs de l'époque. En France, c'est en effet à cette période que différents courants d'étude de la paysannerie ont convergé pour analyser une société paysanne en train de disparaître. Ces travaux ont en particulier donné naissance à une théorie sociologique de la paysannerie (Mendras, 1967 et 1976) qui a tenté, à partir de travaux d'ethnologues, d'historiens, d'agronomes et d'économistes, de caractériser la rationalité du paysan pour en prédire sa disparition (Mendras, 1967). L'originalité incontestable de cette théorie ne peut occulter le fait qu'elle rejoint finalement les thèses des penseurs libéraux et marxistes orthodoxes de l'époque, thèses selon lesquelles le cours de l'Histoire devait et doit encore aujourd'hui, de manière inéluctable, nous conduire vers la disparition totale des paysans.

Certes, dans les pays industrialisés, l'espace rural ne constitue plus depuis plusieurs décennies le « territoire des paysans » au sens où l'entend Henri Mendras, mais un territoire à usages et pratiques multiples. L'espace rural n'est donc plus seulement identifiable à celui de

l'agriculture et les enjeux relatifs à la construction de ce nouvel espace sont le fait de groupes sociaux dont les appartenances sont multiples. Néanmoins, parmi ces groupes sociaux, les paysans, qui sont forcément d'un pays, d'une région, d'un lieu, restent des acteurs centraux dans cette redéfinition de l'espace rural. Ils y participent en particulier en mettant en œuvre des systèmes de production agro-écologiques basés sur la biodiversité locale.

Dans les pays en développement, l'espace rural constitue souvent encore le « territoire des paysans ». Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui participent à la mise en œuvre de modes de production plus soutenables, évitant ainsi leur paupérisation ainsi que celle de l'ensemble de la population rurale (Bryceson, Kay, Mooij, 2000 ; Pimbert *et al.*, 2001).

Or, avec la généralisation du travail industriel, dans les pays développés et plus récemment dans les pays en développement, les paysans ont été et sont encore aujourd'hui considérés comme des êtres archaïques, et par suite, sont appelés à disparaître. Pour justifier ce processus, en particulier depuis les travaux d'Henri Mendras en France, la majeure partie des théoriciens de la paysannerie a construit des typologies fonctionnant sur un mode binaire (voir tableau), c'est-à-dire opposant le paysan traditionnel et considéré comme archaïque à l'entrepreneur agricole moderne et considéré comme vecteur de progrès social.

Tableau : Le paysan et l'agriculteur

	Paysan	Agriculteur
Valeurs	Stabilité	Changement
	Enracinement	Déracinement
	Polyvalence	Spécialisation
	Rôle de la tradition	Rôle de la technologie et du marché
	Economie d'autosubsistance	Economie marchande et industrielle
	Rationalité	Sociale et morale

Des travaux récents et en particulier ceux de Bill Reimer (1996) et de David R. Dávila-Villers (1997), ne font que confirmer cette tendance. Ainsi, sous l'effet conjoint de l'industrialisation et de la libéralisation, dans les pays en développement comme dans les pays développés, on peut distinguer, à partir des écrits de ces auteurs, trois figures de la ruralité ou trois mondes ruraux.

Le premier (Monde rural 1 – *Rural World 1*) correspond au monde des agriculteurs-entrepreneurs. Cette minorité d'agriculteurs est compétitive et totalement insérée dans l'économie agro-alimentaire. Elle utilise l'ensemble des nouvelles technologies destinées au secteur agricole et bénéficie des soutiens publics (subventions et crédits divers versés aux agriculteurs européens dans le cadre de la Politique agricole commune par exemple). Son pouvoir économique lui confère un rôle déterminant dans la vie politique et sociale au niveau local comme au niveau international.

Le second (Monde rural 2 – *Rural World 2*) comprend les agriculteurs familiaux et la paysannerie qui constituaient traditionnellement le socle de l'économie rurale, de l'Inde aux prairies américaines par exemple. Ces agriculteurs ont de faibles niveaux de capitalisation de telle sorte qu'ils sont sous la dépendance du complexe agro-industriel et qu'ils peuvent être ainsi facilement fragilisés par la libéralisation et la concentration du secteur agro-alimentaire. Ces agriculteurs se diversifient fréquemment vers des activités qui sortent du cadre strictement agricole ou, pour une minorité d'entre eux dans les pays industrialisés, vers une agriculture « de niche » : développement de l'agritourisme et de l'agriculture biologique ou encore mise en place de circuits courts.

Le troisième et dernier monde rural (Monde rural 3 – *Rural World 3*) regroupe les paysans à la limite de la survie, c'est-à-dire la couche sociale qui inclut la majeure partie de ceux qui souffrent encore aujourd'hui de la faim. Cette population relativement hétérogène est composée de paysans qui combinent agriculture de subsistance et activité non agricole. Pour l'économie de marché, ce troisième monde rural est superflu et doit donc disparaître. C'est pour

cette raison qu'il est le plus souvent exclu des programmes politiques malgré les discours des institutions internationales (FMI, Banque mondiale) qui prônent la mise en œuvre de stratégies de développement pour les plus pauvres. La logique de ce troisième monde rural est ainsi totalement opposée à celle du premier. Mais paradoxalement, les règles du commerce international les conduisent à se rencontrer inexorablement sur un même marché globalisé.

On peut aisément regrouper ces trois figures en deux catégories opposées. La première comprend le Monde rural 1, le monde des entrepreneurs des pays développés, insérés dans l'économie de marché et utilisant les dernières inventions issues de l'innovation technologique : OGM, GPS... A l'opposé (seconde catégorie), on trouve les paysans pauvres du Monde rural 3, situé pour l'essentiel dans les pays en développement. Ces derniers constituent déjà la force de travail exploitée des mégalo-pôles en pleine explosion démographique (voir les migrations actuelles vers les villes de dizaines de millions de paysans chinois). Le Monde rural 2, quant à lui, apparaît comme un ensemble hétérogène d'agriculteurs. Leurs perspectives d'avenir oscillent globalement entre les deux autres mondes. Il s'agit ainsi pour eux, soit de poursuivre leurs « efforts » de modernisation pour entrer dans le monde des entrepreneurs du Monde rural 1 (première catégorie), soit de continuer à se paupériser pour rejoindre celui des paysans déracinés du Monde rural 3 (seconde catégorie). Exception faite d'une très faible minorité d'entre eux qui combine certains apports de la Tradition et de la Modernité (voir seconde partie) et, par conséquent, qui ne tend ni à rejoindre le monde des entrepreneurs, ni à disparaître dans celui des exclus de la Planète.

Ainsi, on retrouve finalement en arrière fond de cette typologie, l'opposition classique entre le monde de la Tradition condamné à disparaître et celui de la Modernité qui semble encore représenter l'avenir de nos sociétés.

1.2) L'agriculture moderne dans l'impasse

La Modernité caractérise la période qui débute à la Renaissance. Elle est dominée par l'idée que les hommes peuvent maîtriser de manière rationnelle le monde tout en s'émancipant. La culture des Temps Modernes se caractérise donc par la foi dans la science et la technique, la domination et l'exploitation de la nature par l'homme et pour le progrès de l'humanité.

La Tradition correspond, elle, à une période précédente de la civilisation occidentale. Cette période est dominée par l'idée que le savoir est contemplatif et désintéressé. La culture associée à cette période incite les hommes à se soumettre aux dieux et aux forces de la nature pour être en harmonie avec la totalité de l'univers.

Le déploiement de la Modernité a accompagné celui des sociétés technoscientifiques au sein desquelles l'agriculture est devenue une industrie dans les pays développés et plus récemment, tend à en devenir une dans les pays en développement. Les impasses sociales et environnementales de la mise en œuvre de cette logique comptable dans l'agriculture sont aujourd'hui évidentes.

En France par exemple, elles se mesurent par la diminution continue de la population active agricole¹, la population restante se trouvant confrontée à des crises à répétition dont l'origine anthropique ne fait aucun doute : crise de la vache folle, inondations et tempêtes par exemple. Elles se traduisent également par la multiplication des problèmes écologiques : pollutions de l'eau par les engrais et les pesticides, épuisement de la ressource en eau lié à une irrigation intempestive, érosion des sols, ainsi que par celle des crises sanitaires : développement des cancers liés à l'utilisation de pesticides chez certains agriculteurs par exemple.

¹ Alors qu'il y avait encore plus d'un million d'exploitations agricoles en 1988 sur le territoire français, il n'en restait plus que 664 000 lors du dernier recensement agricole en 2000.

Quant aux autres pays développés, ils connaissent le même sort. On peut citer par exemple le cas de l'augmentation de 41 % de la vente des herbicides destinés au colza et au blé au Canada depuis l'introduction des OGM.

Et enfin, pour ce qui est du reste du monde, que penser par exemple de la migration de dizaines de millions de paysans chinois² vers les grands centres urbains ?

Les effets du déploiement de la Modernité ont ainsi conduit à une irresponsabilité des hommes envers la Terre et à une indifférence des hommes entre eux. Cette Modernité doit donc aujourd'hui être questionnée, et en particulier au niveau de ses applications dans l'agriculture. Ce questionnement ne consiste pas à la remettre en cause sans nuance, en prônant un retour vers une agriculture traditionnelle. Il signifie qu'il est devenu nécessaire de repenser l'agriculture contemporaine à partir de cadres théoriques qui dépassent l'opposition classique entre tradition et modernité. Ce travail de dépassement semble indispensable pour faire apparaître la rationalité de cette minorité d'agriculteurs-paysans qui, dans les pays industrialisés, propose des alternatives réalistes à l'impasse sociale et écologique dans laquelle se trouvent nos sociétés technoscientifiques.

2) L'agriculture durable et la réinvention du paysan

Dans cette partie, nous voudrions montrer, à partir d'une étude de cas prise dans un contexte industrialisé, le contexte français, pourquoi la réalité d'une partie de la paysannerie contemporaine ne peut pas être comprise avec une approche basée sur la dichotomie Tradition/Modernité.

Il s'agira ainsi, à partir de l'analyse de la conception de l'agriculture durable d'un groupe d'agriculteurs pionniers dans cette réflexion (Deléage, 2004), de montrer comment leurs pratiques définissent un projet politique qui se situe au-delà de la Tradition et de la Modernité.

L'origine de ce réseau remonte aux années 1980. Au départ, l'idée était de mettre en contact des agriculteurs et des acteurs travaillant sur le développement durable. L'objectif était de faciliter l'accès à la connaissance et le partage d'expériences dans le domaine du développement. Il s'agissait de se fédérer en un réseau interdépartemental, pour œuvrer à la mise en place d'une agriculture définie, selon les propres termes des agriculteurs concernés, comme étant « économiquement performante, socialement équitable et écologiquement saine » ou encore « plus autonome, plus économe et liée au sol ». Autrement dit, le principe qui fédère aujourd'hui ce réseau relève d'une approche qui tente d'intégrer des préoccupations sociales, éthiques, écologiques, économiques. En ce sens, l'alternative proposée n'est pas unidimensionnelle comme tant d'autres formes d'agricultures non productivistes, qui se qualifient elles-mêmes prioritairement par des choix techniques.

Ce réseau a été créé de manière informelle en 1994, à la suite de la conférence internationale de Rio de 1992. Institué officiellement en 1997 sous le nom de Réseau agriculture durable (Rad), il est composé aujourd'hui d'environ deux milliers d'éleveurs (bovins pour l'essentiel), regroupés dans plus de 25 groupes locaux, principalement dans l'Ouest de la France. La dynamique qui a propulsé les premiers groupes, créés au début des années 1980, s'est appuyée principalement sur le rôle moteur joué par leurs leaders : savoir empirique et expérience du terrain conjugués à l'action militante. A partir des années 1990, d'autres groupes ont été créés grâce à une impulsion venue de l'extérieur (visites d'exploitations, sessions de formation sur la désintensification ou sur le développement, etc.).

² Selon l'hebdomadaire *Xinwen Zhoukan*, 34 millions de paysans chinois ont perdu tout ou partie de leurs terres entre 1987 et 2001.

2.1) Une agriculture économe

L'agriculture mise en œuvre par les agriculteurs du Réseau agriculture durable peut être qualifiée d'agriculture écologique en ce sens que la structure de production est considérée comme faisant partie intégrante de l'écosystème. Cette agriculture privilégie l'intégration et la complémentarité des productions animales et végétales. Les agriculteurs du Rad pratiquent ainsi des systèmes de production qui combinent les productions animales et végétales. Cette complémentarité entre la culture et l'élevage permet aux agriculteurs concernés d'être à la fois autonomes (autonomie fourragère, autonomie relativement aux apports d'intrants, etc.) et économes (économie d'intrants et de matériel). En outre, cette complémentarité permet de réduire les effets négatifs de l'agriculture intensive sur l'environnement, et en particulier ceux liés à la culture du maïs dans l'Ouest de la France. Elle permet également de favoriser le maintien d'une dynamique paysagère ce qui se traduit concrètement par la réhabilitation du paysage bocager.

Dans l'Ouest de la France, le symbole de cette agriculture économe et durable est la « prairie Pochon ». Inventée par André Pochon (1981 et 1998), leader et cofondateur du Réseau agriculture durable, cette prairie est basée sur une association graminées/légumineuses. Cette association assure un équilibre de la flore ce qui permet d'éviter l'apport massif d'engrais. Il s'agit donc pour les agriculteurs concernés de « traiter » cette prairie comme un écosystème et de la cultiver en tenant compte de ce fonctionnement qui permet, en outre, d'apporter aux bovins tout ce dont ils ont besoin. La prairie constitue ainsi le socle de l'agriculture durable (dans les systèmes d'élevage) parce qu'elle permet aux agriculteurs d'être à la fois plus économes et plus autonomes. Plus concrètement, pour respecter cet écosystème, les agriculteurs partagent leur expérience et leurs connaissances de ce dernier par des échanges de pratiques. Ces échanges constituent des plates-formes d'apprentissage au sein desquelles les transferts de connaissances (savoir social et savoir savant) se font de manière horizontale. Depuis 2001, ces dernières sont consignées dans des *Cahiers techniques de l'agriculture durable* (sur la réduction d'intrants, sur les haies et le bocage, etc.). Ces documents techniques démontrent que cette façon inhabituelle de produire de la connaissance est la seule qui fasse sens pour les agriculteurs du Réseau agriculture durable et ce, parce qu'elle reflète véritablement la réalité agronomique et sociale à l'intérieur de laquelle ils exercent leur métier. Le partage d'expériences semble également essentiel pour le maintien d'une vie sociale en milieu rural, et ce en particulier en Bretagne où l'augmentation de la productivité a été et est encore aujourd'hui synonyme de diminution de la sociabilité.

2.2) Des agriculteurs autonomes et insérés dans la société

Le désir d'économie et d'autonomie correspond également à une volonté de maîtriser sa propre activité au sein de son exploitation. Il s'agit donc de pouvoir se fixer les règles de fonctionnement de son exploitation à l'intérieur de règles collectives élaborées à différentes échelles (du local à l'international).

Dans cette perspective, les agriculteurs du Rad refusent une division et une spécialisation extrêmes du travail dans leurs exploitations et au-delà. Ce choix ne relève pas d'un refus du système mais de celui de son emprise aliénante. C'est pourquoi, ils accordent une certaine importance à la mise en place de circuits courts de commercialisation (vente à la ferme, magasins fermiers), de filières de production sans OGM.

En réinscrivant leurs activités à l'intérieur d'un territoire, les agriculteurs du Rad choisissent ainsi de mettre en œuvre un développement autonome qui permet de réduire les dépendances et de restaurer les solidarités en recréant du lien social en milieu rural. Pour atteindre ce but, ils s'impliquent dans des activités qui sortent du cadre de leurs exploitations

agricoles (activités artistiques, culturelles et politiques). En choisissant de pratiquer des activités aussi variées, les agriculteurs du Réseau agriculture durable expriment ainsi leur volonté d'insertion dans la société et d'ouverture sur le monde, c'est-à-dire de construction d'une nouvelle citoyenneté. Cette dernière se traduit en particulier par l'insertion des agriculteurs concernés à l'intérieur de réseaux divers comme par exemple le Réseau agriculture durable, le réseau Cohérence³ ou encore le pôle Inpact⁴ (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale). L'idée du réseau est de créer du lien social non hiérarchisé, permettant à chacun de jouir d'une certaine forme d'autonomie. Les agriculteurs revendiquent ainsi leur désir d'être des acteurs responsables.

Finalement, l'agriculture durable telle qu'elle est pratiquée par les agriculteurs du Rad, se caractérise par son approche multidimensionnelle. En ce sens, le Réseau agriculture durable contribue activement à la création d'une nouvelle culture dans laquelle l'écologique, l'économique et le social convergent. Culture porteuse, en outre, d'un souci éthique pour les générations futures.

Conclusion

Comme nous venons de la décrire, la réalité du Réseau agriculture durable nous permet de tirer des conclusions qui vont au-delà de celles que l'on peut généralement déduire d'une simple étude de cas. Trois conclusions s'imposent en particulier.

La première est liée à l'invention d'une nouvelle conception du travail, conception dont l'objectif est de redonner du sens au métier d'agriculteur.

La seconde montre que la séparation entre Tradition et Modernité ne nous permet pas de comprendre la rationalité des agriculteurs-paysans du Rad.

La dernière enfin, fait apparaître que le mode de développement proposé par le Rad, peut répondre aux impasses sociales et écologiques de nos sociétés technoscientifiques.

Ainsi, pour commencer, nous pouvons dire que l'objectif principal des agriculteurs du Rad est de valoriser au mieux les ressources naturelles présentes dans les exploitations agricoles. Cette démarche leur permet d'être plus autonomes vis-à-vis de l'extérieur, c'est-à-dire par exemple d'acheter moins d'engrais et de pesticides mais aussi de se libérer d'un certain nombre de dépendances immatérielles (en matière de conseil agricole par exemple). Ce désir d'autonomie est indissociable de la volonté de promouvoir une activité économe (économie d'intrants par des réductions de doses, par la mise en place de rotations de plus longue durée, par la réintroduction de prairies). En étant plus économes, ils réduisent leurs coûts de production ce qui leur permet d'améliorer leur revenu et aussi d'être plus respectueux de l'environnement puisque la réduction des coûts de production passe, entre autres, par la diminution des apports d'intrants. Le choix de la mise en œuvre de cette agriculture autonome et économe relève également d'une volonté de travailler autrement. Plus concrètement, il s'agit d'avoir une activité plus diversifiée, moins monotone. Pour prendre un seul exemple, les agriculteurs du Réseau agriculture durable ont fait le choix de la prairie plutôt que celui du maïs, pour des raisons environnementales mais aussi pour enrichir leur travail. Ainsi, ils considèrent que la culture de la prairie permet une « simplification » du travail. Cela signifie concrètement qu'elle constitue une activité moins répétitive que la culture du maïs parce qu'elle permet de mieux articuler travail physique et travail intellectuel (connaissances fines en botanique, qualités d'observation). Cette articulation est le produit d'une coproduction de connaissances au sein de groupes de développement pratiquant des échanges horizontaux. Ces dernières relèvent de l'articulation d'un savoir profane qui est le produit de connaissances empiriques, d'observations répétées et

³ Cohérence regroupe des associations d'agriculteurs, de consommateurs, de médecins et d'environnementalistes qui œuvrent pour un développement durable dans l'Ouest de la France.

⁴ Le pôle Inpact réunit des associations agricoles et rurales régionales et nationales qui veulent faire reconnaître ou développer l'agriculture et le développement rural durables.

minutieuses (héritage de la tradition) et d'un savoir savant qui provient des connaissances scientifiques élaborées par les experts (apport de la modernité).

C'est en ce sens que l'on peut affirmer, dans un second point, que l'agriculture durable ne constitue pas un retour à la tradition. Elle n'est pas non plus la défense sans critique de la modernité. L'agriculture durable se soucie donc à la fois de la Terre et des humains. Elle réinterroge ainsi la tradition (le souci de la Terre) sans pour autant renoncer à la modernité (la science et la technique). Son projet constitue donc un dépassement du projet moderne en se situant bien au-delà de la tradition et de la modernité. C'est pourquoi le paradigme dominant qui sépare les concepts de Tradition et de Modernité, ne permet pas de comprendre la rationalité de ces agriculteurs-paysans et des groupes semblables au sein des pays industrialisés (paysans de la Confédération paysanne en France, agriculteurs de East Anglia Food Link en Angleterre⁵, etc.). Pour cela, il est donc nécessaire d'inventer un nouveau paradigme qui articule les deux concepts de Tradition et de Modernité. Ce dernier permet de montrer la cohérence du projet de ces agriculteurs qui se définissent aussi comme des paysans et qui, par conséquent, questionnent le processus de dépréciation et d'élimination des paysans.

Pour terminer, le troisième élément de conclusion est relatif à l'impact du mode de développement inventé par le Rad. Ainsi, ce mode de développement, en permettant de limiter les risques induits par le développement technoscientifique, s'oppose à l'augmentation de la vulnérabilité sociale et politique des agriculteurs des pays industrialisés et également à celle des centaines de millions de paysans des pays en développement. En effet, le passage du capitalisme industriel au capitalisme de l'immatériel (Gorz, 2003) montre que l'accroissement de la production dans les secteurs de l'industrie et du tertiaire ne permet plus d'absorber le flux migratoire des campagnes. L'industrialisation de grands pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil ainsi que l'augmentation corrélative de la production s'y réalisent désormais plus par gain de productivité que par croissance du volume de l'emploi.

C'est ainsi, conclusion ultime, que la voie ouverte par ces « nouveaux » paysans que sont les agriculteurs du Réseau agriculture durable nous permet d'affirmer que la fin des paysans n'est pas encore et surtout ne doit pas devenir une réalité.

Références bibliographiques

- Alphandéry P., Bitoun P., Dupont Y., *Les champs du départ*, Paris, La Découverte, 1989.
- Bryceson D., Kay C., Mooij J. (ed.), *Disappearing Peasantries ? Rural labour in Africa, Asia and Latin America*, London, ITDG Publishing, 2000.
- Dávila-Villers D.-R., « NAFTA and the New Rural Economy : implications for Mexico », *Paper presented at the Latin American Studies Association Congress*, Guadalajara, Mexico, 1997.
- Deléage E., *Paysans. De la parcelle à la planète*, Paris, Syllepse, 2004.
- Gorz A., *L'immatériel*, Paris, Galilée, 2003.
- Mendras H., *La fin des paysans*, Paris, Seuil, 1967.
- Mendras H., *Sociétés paysannes*, Paris, Armand Colin, 1976.
- Pimbert M.-P., Thompson J., Vorley W.-T., « Global Restructuring, Agri-Food Systems and Livelihoods », *Gatekeeper Series*, n° 100, London, International Institute for Environment and Development, 2001.
- Pochon A., *La prairie temporaire à base de trèfle blanc*, Plérin, Cedapa, 1981.
- Pochon A., *Les champs du possible. Plaidoyer pour une agriculture durable*, Paris, Syros, 1998.
- Reimer B., « A whole Rural Policy for Canada », *Submission to the Canadian House of Commons Standing Committee on Natural Resources for its Study on Natural Resources and Rural Economic Development by the Canadian Rural Restructuring Foundation*, 1996.

⁵ East Anglia Food Link est l'équivalent anglais du Réseau agriculture durable.